



FRANCE

FICHE PAYS ISSUE DU SONDAGE

« LES ASPIRATIONS CITOYENNES EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS LE MONDE : UNE VOLONTÉ DE CHANGEMENT »¹



CONSULTER LE RAPPORT



QUE DÉCLARENT LES PERSONNES INTERROGÉES EN FRANCE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ?

- ➔ **La grande majorité des personnes interrogées en France (80 %) estime que l'égalité des sexes est importante.** Seulement 5 % estiment qu'elle ne l'est pas. Les opinions sont similaires parmi les femmes et les hommes interrogés. Cependant, 10 % des personnes interrogées qui se déclarent de droite sur le plan politique déclarent que l'égalité des sexes ne leur est pas importante personnellement.
- ➔ **Seules 50 % des personnes interrogées en France estiment que l'égalité des sexes est « meilleure » en France aujourd'hui qu'il y a 25 ans.** Les femmes interrogées sont aussi susceptibles de penser que la situation est « plus ou moins identique » (41 %) que « meilleure » (40 %), et 13 % pensent qu'elle est « moins bonne » (13 %) qu'il y a 25 ans.
- ➔ Il existe une corrélation avec l'âge : les personnes les plus âgées sont davantage enclines à penser que l'égalité des sexes est « meilleure » aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a 25 ans (58 % des personnes âgées de 60 ans et plus) par rapport aux personnes plus jeunes (46-47 % des personnes âgées de 18 à 59 ans). Le niveau de revenu influence également la perception de l'évolution de l'égalité des sexes, puisque 60 % des personnes interrogées faisant partie du quintile de revenus le plus élevé estiment que les choses sont « meilleures », contre seulement 38 % dans le quintile de revenus le plus faible.
- ➔ **La plupart des personnes interrogées (64 %) estiment que le gouvernement français « devrait en faire plus » pour promouvoir l'égalité des sexes,** 23 % estiment qu'il « fait ce qu'il faut, » et 8 % estiment qu'il « en fait trop ».
- ➔ **Pour faire avancer l'égalité des sexes en France,** 49 % des personnes interrogées dans le pays affirment que **le gouvernement devrait « réformer les lois pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et mettre fin aux discriminations envers les femmes ».** Cette opinion est plus répandue chez les femmes interrogées (54 %) que chez les hommes (45 %).
- ➔ **La raison la plus évoquée « pouvant expliquer que les femmes ne sont pas égales aux hommes » en France est « parce que les soins, les tâches ménagères et les responsabilités parentales non rémunérés ne sont pas partagés de manière égale ».**

¹ Cette fiche pays présente les résultats en France d'une enquête dans 17 pays portant sur les attitudes et les perceptions du public concernant l'égalité des sexes. Ce travail est codirigé par Focus 2030 et Women Deliver. L'enquête a été réalisée au moyen d'un sondage en ligne, mené par Deltapoll, dans 17 pays. Environ un millier de personnes ont été interrogées dans chaque pays en juillet/août 2020. Les données démographiques collectées comprennent : le sexe, l'âge, le niveau de revenu, le niveau d'éducation, le lieu de résidence, le vote aux dernières élections nationales (le cas échéant), l'origine ethnique (sauf en France, où la loi l'interdit) et le statut de migrant. En France, 1 002 personnes ont été interrogées, dont 524 femmes, 476 hommes et 2 personnes qui se sont identifiées « d'une autre manière ». Parmi les 1 002 personnes interrogées, 114 étaient âgées de 18 à 24 ans, 338 étaient âgées de 25 à 44 ans, 245 étaient âgées de 45 à 59 ans, et 305 étaient âgées de 60 ans ou plus. Veuillez consulter www.focus2030.org et www.womendeliver.org pour plus d'informations.

² Le texte en italique et les citations reflètent les options de réponse au sondage présentées aux personnes interrogées.

entre les hommes et les femmes » (43 %). Chez les hommes interrogés, la raison la plus retenue est « *parce que la religion et la culture ne traitent pas les femmes et les hommes sur le même pied d'égalité* » (42 %).



VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

- ➔ **Pour les personnes interrogées en France, l'élimination de la violence basée sur le genre est la priorité absolue sur laquelle le gouvernement français devrait se concentrer** pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes : 39 % pensent que « *mettre fin aux violences contre les femmes* » est la priorité absolue, et 75 % considèrent que c'est l'un des trois domaines prioritaires.
- ➔ Afin de lutter contre les violences faites aux femmes, la plupart des personnes interrogées (68 %) pensent que **le gouvernement français devrait « renforcer la poursuite judiciaire des [auteurs de] crimes sexuels et des agressions envers les femmes »**. Les personnes interrogées appellent également à des mesures pour « *mettre fin aux usages traditionnels qui portent atteinte aux femmes et aux jeunes filles* » (49 %), et souhaitent que le gouvernement « *finance des programmes pour soutenir les femmes victimes de violences* » (39 %).
- ➔ Les femmes interrogées (26 %, et jusqu'à 37 % de celles âgées de 18 à 24 ans) soulignent également l'importance d'une action gouvernementale pour « *remédier au déséquilibre des pouvoirs entre les femmes et les hommes à la maison au sein des familles, dans le cadre des mariages ou des relations de couple* » (19 % des hommes).
- ➔ **Plus de la moitié des personnes interrogées en France (55 %) se sent menacée, ou connaît quelqu'un qui se sent menacé d'agression ou de harcèlement** à un endroit ou à un autre, en particulier « *dans des lieux publics* » (42 %).
- ➔ Seules 35 % des femmes interrogées déclarent ne se sentir menacées dans aucun des lieux couverts par l'enquête (47 % des hommes). **Parmi les femmes interrogées âgées de 18 à 24 ans, 67 % se sentent menacées**, ou connaissent quelqu'un qui se sent menacé d'agression ou de harcèlement **dans des espaces publics**, et seulement 7 % ne se sentent menacées d'agression ou de harcèlement nulle part.
- ➔ L'écrasante majorité des personnes interrogées en France (80 %) estiment « *inacceptable* » que « *les femmes doivent toujours obéir à leur partenaire* », tandis que 8 % d'entre elles jugent cette proposition « *acceptable* ». La majorité considère également que « *les femmes peuvent refuser d'avoir un rapport sexuel avec leur partenaire* » (87 %) et qu'il est « *inacceptable* » de « *siffler une femme dans la rue ou de toucher une femme sans son consentement* » (80 %).



JUSTICE ET DROITS ÉCONOMIQUES

- ➔ **Promouvoir la justice et les droits économiques des femmes est la deuxième priorité la plus citée pour améliorer l'égalité des sexes en France** : 22 % des personnes interrogées classent « *favoriser l'accès des femmes à des postes bien payés, mettre en place un salaire égal, une indépendance financière et les droits des femmes pour accéder à la propriété* » comme la priorité absolue, et 69 % choisissent cela comme l'une des trois priorités les plus importantes.

- ➔ **Afin d'élargir les opportunités économiques des femmes, les mesures les plus plébiscitées pour une action gouvernementale sont « atteindre l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes » (57 %) et « empêcher les violences et le harcèlement sexuel au travail » (53 %).** L'importance de la parité salariale est plus prononcée chez les répondants les plus âgés : elle est citée par 68 % des 60 ans et plus contre 46 % des 18-24 ans.
- ➔ 49 % des femmes interrogées déclarent avoir été confrontées à au moins une forme de discrimination dans leur vie. Une sur quatre (24 %) indiquent qu'elles n'ont « pas été autant payées que leurs collègues masculins sur [leur] lieu de travail », et 22 % qu'elles « n'ont pas eu accès aux mêmes opportunités de promotions dans [leur] travail que [leurs] collègues de sexe masculin ».
- ➔ « Laisser les femmes assurer la majorité des tâches ménagères, de la garde des enfants et du soutien aux personnes âgées » est « inacceptable » pour 70 % des personnes interrogées en France. La majorité (80 %) trouve « inacceptable » que « les femmes gagnent moins que les hommes pour le même travail ». De plus, « demander à une femme pendant un entretien d'embauche si elle a ou souhaiterait avoir des enfants » est « inacceptable » pour 66 %, les femmes interrogées jugeant cela plus souvent « inacceptable » (71 %) que leurs homologues masculins (61 %).
- ➔ La pandémie de Covid-19 semble avoir eu les mêmes conséquences économiques pour les femmes que pour les hommes interrogés en France. Au moment de l'enquête (juillet/août 2020), 17 % indiquent n'avoir « pas pu effectuer autant d'heures de travail rémunéré que ce [qu'elles et ils] auraient pu faire en temps normal » et 11 % avoir « fait face à des difficultés financières inattendues ».
- ➔ **Parmi les femmes interrogées âgées de 18 à 24 ans, 41 % déclarent que le « temps consacré à [leur] éducation ou à [leur] formation a diminué » en raison de la pandémie de Covid-19** (22 % des hommes interrogés âgés de 18 à 24 ans), et 46 % que leur « temps consacré aux tâches ménagères a augmenté » (46 % des hommes du même âge).



MOUVEMENTS ET LEADERSHIP FÉMINISTES

- ➔ **Les mouvements et le leadership féministes sont la troisième priorité pour une action gouvernementale en faveur de l'égalité des sexes,** avec 10 % des personnes interrogées classant « accroître la participation des femmes et le pouvoir des femmes en politique ainsi que dans les mouvements culturels et sociaux » comme une priorité absolue et 40 % comme l'une des trois priorités les plus importantes.
- ➔ Pour 41 % des personnes interrogées, « assurer une représentation égale des femmes en politique » est une mesure clé que le gouvernement français devrait appliquer. En outre, 36 % affirment que le gouvernement français devrait prendre des mesures pour « assurer une représentation égale des femmes dans la direction des entreprises », une opinion plus répandue chez les femmes (40 %) que chez les hommes (31 %).
- ➔ **L'imposition de quotas par sexe dans tous les organes de décisions politiques est considérée comme une bonne manière de faire avancer l'égalité des sexes en France** pour 50 % des personnes interrogées, contre 22 % qui ne sont pas d'accord. Les femmes interrogées âgées de 60 ans et plus sont plus favorables aux quotas par sexe que les autres groupes d'âge, tandis que les hommes interrogés les plus âgés n'y sont pas plus favorables que les hommes interrogés les plus jeunes.



DROIT À DISPOSER DE SON CORPS ET SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

- ➔ **Le droit à disposer de son corps et la santé et les droits sexuels et reproductifs sont la quatrième priorité la plus citée**, avec 7 % qui classent « *permettre l'accès à la contraception et au planning familial, à un bon suivi de la santé maternelle, à l'éducation sexuelle à l'école* » comme priorité absolue, et 35 % comme l'une des trois priorités les plus importantes.
- ➔ **Les deux mesures auxquelles le gouvernement français devrait accorder la priorité d'après les personnes interrogées sont « accroître l'accès aux services de santé sexuelle » (38 %) et « accroître l'accès à la contraception et aux solutions de planning familial » (36 %)**. De plus, pour 32 % des personnes interrogées (et 40 % des femmes), le gouvernement devrait « *accroître l'accès à des informations appropriées incluant l'éducation sexuelle à l'école* ».
- ➔ **10 % des femmes interrogées en France ont « rencontré des difficultés pour avoir accès à [leur] méthode de contraception privilégiée », et jusqu'à 16 % de celles âgées de 18 à 24 ans**. Bien qu'un pourcentage limité des femmes interrogées (5 %) ait déjà « *rencontré des difficultés pour accéder à des solutions d'avortement et/ou à des soins post-avortement* », cette proportion monte à 11 % chez les 18-24 ans.



ACTION DES FEMMES EN FAVEUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE

- ➔ **L'action des femmes en faveur de la justice climatique est le cinquième domaine le plus cité**, avec 6 % classant « *promouvoir la participation des femmes dans les actions mises en œuvre face au changement climatique* » comme priorité absolue pour l'action du gouvernement et 23 % comme l'une des trois priorités les plus importantes.
- ➔ Pour soutenir « *l'action des femmes pour répondre au changement climatique* », 41 % des personnes interrogées en France **appellent leur gouvernement à « promouvoir la formation et l'embauche des femmes dans des métiers liés au changement climatique »**.



LES TECHNOLOGIES ET L'INNOVATION AU SERVICE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

- ➔ La sixième priorité la plus citée concerne les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes, avec 4 % classant « investir dans la technologie pour améliorer l'accès des femmes aux services de santé, à l'éducation et aux opportunités économiques » comme priorité absolue et 24 % comme l'une des trois priorités.
- ➔ Afin de promouvoir l'utilisation de la technologie et de l'innovation pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes, les personnes interrogées pensent que le gouvernement français devrait « **procurer des opportunités équivalentes aux jeunes filles et aux femmes pour étudier et travailler dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques** » (48 %) et « **augmenter la sécurité des espaces numériques pour les jeunes filles et les femmes** » (44 %). Seuls 6 % pensent que le gouvernement ne devrait rien faire dans ce domaine.



FINANCEMENT EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

- ➔ La majorité des personnes interrogées en France pense que le gouvernement devrait **augmenter ses financements en faveur de l'égalité des sexes**. En effet, 62 % sont d'avis que le gouvernement devrait « *augmenter ses financements en faveur de l'égalité des sexes en France* », et 54 % qu'il devrait « *augmenter ses financements en faveur d'organisations et de projets internationaux luttant pour l'égalité des sexes dans le monde entier* ».
- ➔ Les femmes sont plus nombreuses que leurs homologues masculins à soutenir une augmentation des financements, tant pour les projets nationaux (66 % des femmes interrogées ; 58 % des hommes interrogés) que pour les projets internationaux (58 % des femmes interrogées ; 50 % des hommes interrogés).
- ➔ Les personnes interrogées les plus jeunes sont aussi plus favorables à des financements accrus que leurs aînés, que ce soit au niveau national (67 % des 18-24 ans, contre 58 % des 60 ans et plus) ou international (68 % des 18-24 ans, contre 45 % des 60 ans et plus). Le soutien est encore plus élevé chez les femmes âgées de 18 à 24 ans, dont 74 % sont favorables à un meilleur financement des projets en faveur de l'égalité des sexes au niveau national et 72 % au niveau international.
- ➔ 57 % des personnes interrogées en France sont « d'accord » que **parvenir à l'égalité des sexes est essentiel pour mettre fin à la pauvreté dans tous les pays**, contre 13 % qui ne sont « pas d'accord » avec cette affirmation.



QUELLES MESURES LES PERSONNES INTERROGÉES EN FRANCE SONT-ELLES PRÊTES À PRENDRE ?

- ➔ Pour encourager les décideurs à lutter contre les inégalités femmes-hommes, 38 % des personnes interrogées en France seraient prêtes à « *signer une pétition* », 38 % seraient prêtes à « *voter aux élections en faveur d'un(e) candidat(e) engagé(e) en faveur de l'égalité des sexes* », et 32 % seraient prêtes à « *promouvoir l'égalité des sexes dans des conversations et des échanges sociaux* ». Seules 11 % déclarent qu'elles ne seraient prêtes à envisager aucune des actions proposées.



IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

- ➔ Les femmes (22 %) sont nettement plus nombreuses que les hommes (14 %) à avoir « *souffert de stress émotionnel ou de problèmes psychologiques* » à la suite de la pandémie de Covid-19. Les femmes les plus jeunes sont les plus susceptibles de signaler une augmentation de leur stress émotionnel (30 % des femmes de 18-24 ans contre 13 % des hommes du même âge, et 20 % des femmes celles de 60 ans et plus).
- ➔ La plupart des personnes interrogées (66 %) estiment que « *la réponse du gouvernement pour aider les citoyens à traverser la pandémie de Covid-19 a répondu de la même manière aux besoins des femmes et des hommes* ». Seulement 10 % des personnes interrogées ne sont pas d'accord.
- ➔ La plupart (81 %) pensent aussi que « *les femmes devraient être impliquées à tous les niveaux de la réponse sanitaire mondiale ainsi que dans les efforts de relance après l'épidémie de Covid-19, y compris dans le développement des politiques publiques et des traitements* », avec seulement 3 % en désaccord.
- ➔ Aucun consensus n'émerge quand à savoir si « *les inégalités femmes-hommes vont s'accroître en raison de l'épidémie de Covid-19* » : 35 % déclarent n'être « *ni d'accord, ni pas d'accord* », 32 % ne sont « *pas d'accord* » (42 % des plus de 60 ans), et 24 % sont « *d'accord* ».

Cette fiche pays est un supplément au rapport *Les aspirations citoyennes en faveur de l'égalité femmes-hommes dans le monde : une volonté de changement*, présentant les résultats d'un sondage comparatif mené dans 17 pays sur l'égalité entre les femmes et les hommes en amont du Forum Génération Égalité.

Pour le rapport complet et l'intégralité des fiches pays, veuillez consulter www.focus2030.org ou <http://womendeliver.org>.